

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN

PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 6 avril 2023 à 18h00

ORDRE DU JOUR

Membres Présents : 21

M. George CLÉON Président de séance
Mme Marlène MAINGÉ Secrétaire de séance
M. Jimmy FARREAUX, Mme Tulie TONNET, M. François BABO, Mme Odile RÉSIDENT, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET, Mme Elodie LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Livaïl ZACHARIE, M. Jékhiel MELCHIOR, M. Ludovic OCCOLIER, M. Teddy POPULO, M. Ernest JEAN-LAMBERT, Mme Elodie BAPTÉ, M. Stéphan MARGUERITE, Mme Elodie BAPTÉ, Mme Samantha ZAMOR, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY.

Membres absents ayant donné procuration : 1

M. Chantal MINOT donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT

Membres absents : 5

Mme Sandra BRUNO
M. Albany JEAN-GILLES
Mme Ghislaine SÉNÉLY
Mme Christiane MORAND
Mme Jeannie JEAN-MARIE

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.

Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Marlène MAINGÉ a été désignée à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

I - Validation des périmètres ORT/Projets du programme PVD et autorisation du Maire à signer la convention cadre ORT

M. FARREAUX expose et précise que **M. Thomas ADOLPHE** et **Mme Anne-Sophie COROSINE**, chefs de projet Petites villes de demain pour le sud de la Martinique, sont présent en cas de questions supplémentaires.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

M. FARREAUX demande aux différents élus s'ils ont des questions ou s'ils veulent des précisions concernant ce programme.

M. ADOLPHE rappelle que **Mme COROSINE** et lui-même sont en charge du programme « Petites Villes de Demain » qui en court dans plusieurs villes dont le Vauclin. Après plusieurs séances de travail le premier comité technique s'est tenu en présence des services de la ville et de **M. FARREAUX**, et les périmètres du projet et de l'ORT ont été définis.

Mme COROSINE précise que le programme PVD offre des leviers pour les projets menés dans le périmètre de l'ORT. Certains avantages juridiques et fiscaux permettront de booster les dynamiques de développement qui sont déjà engagées au sein de la commune.

M. ADOLPHE ajoute que le premier périmètre va regrouper les sections A et B du bourg et va concentrer un nombre important d'actions de redynamisation et de revitalisation. La section C du bourg représente également un enjeu fort de requalification globale en matière de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé. La ville a souhaité aussi intégrer dans ce périmètre une OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) avec une dimension RU (requalification urbaine) puisque la ville s'inscrit dans une dynamique qui vise à remodeler le bourg. Un plan en faveur de la mobilité douce est également en cours afin de connecter les différentes parties du bourg par des pistes cyclables et un projet de valorisation des wets facilitera les déplacements piétons dans le bourg.

Mme LEBRAVE demande si tous les futurs projets dans le cadre des Petites villes de demain sont les zones en fuchsia sur la carte.

Mme COROSINE répond qu'il y a deux couleurs de périmètre. La partie en jaune est le périmètre ORT qui est concentré au cœur du Bourg et englobe un certain nombre de projets en cours plus ou moins matures qui vont être intégré dans cette dynamique PVD, et qui pourront bénéficier des avantages juridiques et fiscaux.

En rose c'est le périmètre de projets qui intègrent d'autres projets identifiés. L'ORT a une durée de vie de cinq ans, c'est-à-dire de 2023 à 2028. Les projets peuvent évoluer et le périmètre également.

M. ADOLPHE précise que la Banque des territoires est un partenaire majeur du programme.

Mme LEBRAVE s'adresse au président de séance en lui demandant s'il y a un projet de réhabilitation pour le quartier Cité Lejeune.

M. FARREAUX répond que le quartier « Cité Lejeune » est compris dans le projet et qu'il y aura réhabilitation et création de logements à cet endroit.

Mme LEBRAVE demande si le détail de ce projet sera donné et si tous les projets seront réalisés dans les cinq ans.

M. Le Maire répond positivement en disant que les projets sortiront sur les cinq années à venir.

M. Le Maire remercie **Mme COROSINE** et **M. ADOLPHE** puis met au vote.

VOTE

Les membres du conseil municipal approuvent à l'unanimité des membres présents et représentés.

2 - Projet d'attribution d'une concession d'utilisation du domaine public à la CTM pour l'aménagement de l'APIT du Vaucnin - Avis du Maire

M. FARREAUX expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE LABEL TERRE DE JEUX 2024

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRÉSIDENT précise que c'est une information qui est portée aux membres du conseil municipal et qu'il n'y aura pas de vote pour ce point.
Mme LEBRAVE demande si la fresque murale pour la manifestation « Célébrer les jeux sur le territoire », sera éphémère ou définitive et si un budget est prévu pour toutes ces activités. Elle souhaite également savoir si une aide est attribuée par l'Agence nationale du Sport et si tous les temps forts seront gratuits.
Mme LA DGS répond que la fresque sera définitive, que le label terre de jeux ne donne pas droit à des financements mais permet à la ville d'être avantagée sur les financements d'équipements sportifs dans le cadre du programme « 5000 équipements de proximité ». M. DAVIDAS précise qu'en Martinique il n'y a que quatre villes labélisées « Terre de jeux » : Fort-de-France, Schœlcher, Lamentin et la petite commune du Vaucnin.

4 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SUR LE PORT DE PÊCHE DU VAUCLIN

Point ajourné car la convention n'a pas encore été étudiée par le service juridique de la CTM.

**5- VENTE DE LA PARCELLE COMMUNALE CADASTREE SECTION A N°
1099**

Mme PIERRE-LOUIS expose.

M. Le président ouvre le débat.

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal , M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**6 - VENTE DES PARCELLES COMMUNALES CADASTREES SECTION A N°
1100, 1101 ET 1102**

Mme PIERRE-LOUIS expose.

M. Le président ouvre le débat.

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal , M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7 - VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER A CHATEAU PAILLE

Mme MAINGÉ expose.

M. Le président ouvre le débat.

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

8 - VENTES DE TERRAINS COMMUNAUX- DELEGATION DE SIGNATURE

Mme MAINGÉ expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

9 - VOTE DU COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2022

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins deux voix contres (Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY)

10 - ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF - EXERCICE 2022

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

En page 24, Mme LEBRAVE, veut savoir s'il y aura une procédure qui sera mise en place afin que les travaux réalisés en régie soient mieux évalués et pris en compte.
En page 27, concernant le FCTVA elle souhaite savoir si le versement est réalisé en année n+2 et elle souhaite connaître le montant.
Mme MAGDELONETTE répond que le montant est disponible mais que la préfecture exerce un contrôle sur les dépenses qui ont été réalisées et peut en écarter certaines. S'agissant des travaux en régie, le service technique s'est doté d'une application pour rentrer les fournitures et le matériel utilisé pour les différents chantiers et il peut aussi intégrer les informations concernant les agents, les heures effectuées, les jours affectés sur le chantier afin de pouvoir en fin d'année transmettre les informations.

M. FARREAU met au vote.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins 2 voix contre (MmeVOLTINE et M. AUGUSTE-CHARLERY).

11 - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE dit ne pas savoir comment interpréter cette affectation du résultat. Elle se dit que la ville a un compte excédentaire en fonctionnement et en investissement assez important ce qui est très rare, mais est un peu étonnée même si elle assume avoir voté le compte de gestion et le compte administratif. Comme elle l'avait précisé en 2022, la ville dispose d'une large marge de manœuvre pour pouvoir réaliser les projets. Elle souhaite que cette somme puisse servir convenablement en 2023 par rapport à des projets qui ont été détaillés dans le DOB.

M. JEAN-LAMBERT rebondit sur la remarque faite par Mme LEBRAVE qui selon lui est une remarque logique. Cela ne lui fait pas plaisir non plus car la ville va chercher des subventions, elle met en place des projets, mais pour exécuter, il y a une difficulté du fait de l'absence de main d'œuvre pour passer les marchés... Il dit aussi qu'il y a le même problème dans les autres collectivités car avec la crise sanitaire il y a un certain nombre de projets qui n'ont pas abouti. Il n'aimerait pas que l'année 2023 ressemble à l'an dernier sur ce point.

M. FARREAUX ajoute que ce résultat qui n'est pas là pour faire joli mais c'est la conséquence de l'explication donnée par M. JEAN-LAMBERT et Mme LEBRAVE. La ville a voulu chercher les fonds, mettre en place des projets, mais maintenant il faut pouvoir lancer les marchés. C'est pour cela que la ville a souhaité créer un poste et lancer le recrutement d'un agent qualifié.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois voix contre (Mme VOLTINE, M. AUGUSTE-CHARLERY et M. ODONNAT).

12 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2023

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

10 - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER (RBF) DE LA COMMUNE

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

14 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023

Mme MAGDELONETTE expose :

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE remarque qu'en investissement et en fonctionnement, la ville prend le risque de ne pas prévoir de dépenses imprévues. Elle demande également si le projet de construction du nouveau cimetière est toujours d'actualité.

M. Le MAIRE répond qu'en cas d'imprévu il prendra une décision modificative afin de pouvoir assumer celle-ci. Concernant la construction du cimetière, il y a toujours le projet de construction mais cela prend un peu de temps.

M. FARREAUX intervient en disant que les élus travaillent sur la mise aux normes du cimetière actuel qui devra comporter des enfus supplémentaires, qu'en ce moment un travail de reconnaissance est en cours et une fois celui-ci fini, un travail sera fait pour la construction d'un second cimetière paysager.

Concernant les exhumations M. LE MAIRE ajoute que c'est une opération délicate et qu'elle a été confiée à un cabinet spécialisé dans ce type d'intervention.

Concernant les terrains, Mme MAGDELONETTE précise que la ville reste propriétaire de certaines parcelles car le bail avec promesse de vente qui a été signé, ne mentionnait pas clairement que la taxe foncière était à la charge des attributaires. Normalement il appartient donc à la ville de payer cette taxe, et elle souligne que c'est la première fois que la ville reçoit la taxe foncière pour ces lotissements. La ville va régulariser la situation et a remarqué que pour certains propriétaires le transfert a été fait, mais le centre des impôts n'a pas connaissance de cette information, alors que ce sont également des services de l'Etat.

M. Le MAIRE dit qu'une vente du foncier a été faite à Château-Paille, donc cette taxe ne sera plus payée par la ville.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois voix contre (Mme VOLTINE, M. AUGUSTE-CHARLERY et M. ODONNAT).

15 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

Mme CANDORIE expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Concernant la gratuité des fournitures scolaires aux enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires, Mme LEBRAVE demande si elle s'adresse à l'ensemble des enfants de la ville ou si des critères sociaux seront mis en place pour offrir le matériel scolaire.

M. LE MAIRE répond que ce sera pour l'ensemble des enfants scolarisés de la ville.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

16 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CRECHES

Mme CANCORIET expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

17 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Mme RESIDANT expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE trouve que la subvention versée à « MIGAN CULTUREL » est faible. C'est pour une association qui met en avant le patrimoine et leur attribuer 800€ sur une demande de 6 500 €, c'est peu. Elle dresse le même constat pour les associations « ELAN CULTUREL ET SPORTIF DE MONTAGNE » et « LA VAUCLINOISE ACTIVITES » et elle aimerait que les montants soit revus à la hausse surtout qu'il y a du budget pour cela.

M. LE MAIRE répond que toutes les associations n'ont pas encore fourni leurs demandes de subventions. Pour les associations citées, en plus de la subvention pour le fonctionnement, la ville aide en logistique, matériels etc... Par exemple, pour le spectacle proposé par « MIGAN CULTUREL » tous les frais de location, de logistique qu'il génère seront pris en charge par la ville.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

18 - DEPENSES DE FETES ET CEREMONIES / RECEPTIONS - DELEGATION DE POUVOIR AU MAIRE

M. FARREAUX expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois abstentions (Mme VOLTINE, M. AUGUSTE-CHARLERY et M. ODONNAT).

19 - CREATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

M. FARREAUX expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

20 - APPROBATION DU PROJET « LIMIE KREYOL » - EVENEMENT DE VALORISATION DU CREOLE MARTINICAIS

Mme RÉSIDANT expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

M. ZACHARIE expose.

M. LE PRÉSIDENT ouvre le débat :

N'ayant aucune observation de la part des membres du Conseil Municipal, M. Le Président met aux voix.

VOTE

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Fin de séance 20h45.

[illegible]